

Discours de Edward Heath (Blackpool, 15 octobre 1966)

Légende: Le 15 octobre 1966, Edward Heath, leader du parti conservateur britannique, prononce devant les membres de son parti réunis à Blackpool un discours soulignant l'importance pour le Royaume-Uni d'adhérer à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales: L'année politique en Europe Rétrospective 1966. Mars 1967. Paris: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_edward_heath_blackpool_15_octobre_1966-fr-056e0bba-52cf-4e0c-a8f4-b7df8c1a181f.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Discours de Edward Heath (Blackpool, 15 octobre 1966)

M. le Président, le moment est venu pour le présent gouvernement de faire une déclaration claire et ferme sur l'Europe. Nous l'avons fait et cette question a été notre cheval de bataille lors de la dernière élection. Sir Alec, dans le discours qu'il a prononcé hier et qui a été tant applaudi ici même, et aujourd'hui dans la presse, a abordé avec netteté, force et persuasion, la question de notre position en ce qui concerne la politique européenne. L'Europe, aujourd'hui, est inquiète; elle veut savoir quelle est la position du gouvernement britannique. Nos amis au sein de la Communauté sont inquiets et veulent savoir. Nos partenaires et alliés commerciaux, dont certains de nos partenaires de l'Association Européenne de Libre-Echange, souffrent de leur position actuelle vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Les surtaxes, l'irrésolution du gouvernement britannique pèsent sur eux. Il faut que le gouvernement fasse nettement connaître sa position. La Communauté avance à grands pas vers sa phase définitive. Elle y sera parvenue au moment où le gouvernement britannique sera en mesure de négocier avec elle.

De ces constatations découlent un certain nombre de réalités fondamentales que le gouvernement britannique actuel doit reconnaître: la Grande-Bretagne, ou tout autre pays qui souhaite adhérer à la Communauté Economique Européenne, devra l'accepter telle qu'elle est et pour elle-même. A mon grand regret, le temps n'est plus où un membre quelconque pouvait s'attendre à influencer de l'extérieur sur les croyances et l'organisation fondamentales de la Communauté. C'est pourquoi le gouvernement britannique doit reconnaître qu'il existe un certain nombre de points qui peuvent faire l'objet de négociations et certains autres qui doivent être acceptés, notamment le Traité de Rome, le tarif commun, la politique agricole et les institutions. Nous avons négocié des arrangements pour le Commonwealth et nous espérons, bien entendu, que tous ces accords particuliers resteront valables. Nous croyons qu'ils doivent le rester. Il faudra négocier des arrangements provisoires pour permettre à un grand pays comme le nôtre de s'adapter aux changements qu'entraînera notre entrée dans la Communauté. Mais il est désormais inutile que M. Brown et ses amis revendiquent des privilèges particuliers au sein de la Communauté Economique Européenne. Il est vrai que les Six s'en sont accordés, mais ils étaient les membres fondateurs et ils estiment aujourd'hui, à tort ou à raison, que cette époque est révolue et que ces privilèges ne doivent plus être étendus à d'autres.

Il est donc inutile que l'un ou l'autre des membres du gouvernement parcourent l'Europe et le monde pour rappeler notre volonté d'entrer dans la Communauté européenne. Il est inutile qu'ils le rappellent s'ils ne sont pas disposés à prendre les décisions dont j'ai parlé. Ce n'est que lorsqu'ils prouveront qu'ils les acceptent comme base de l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Europe, qu'ils pourront dire qu'ils ont la volonté d'appliquer intégralement cette politique.

Le gouvernement travailliste doit peser le pour et le contre. Il ne peut différer plus longtemps. Par honnêteté vis-à-vis de nos amis européens, où qu'ils puissent être, au sein de la Communauté ou au sein de l'A.E.L.E. elle-même, et par honnêteté vis-à-vis du Commonwealth, il faut qu'il se décide et proclame sa décision. En attendant l'ouverture des négociations, il y a énormément à faire pour changer nos politiques internes afin de nous permettre de nous adapter plus aisément, de nous donner plus de temps, de résoudre les problèmes de la zone sterling, de régler la dette que le pays a contractée envers le Fonds Monétaire International, et de discuter avec ceux qui le souhaitent en Europe les problèmes de l'évolution militaire et politique.

Tous ces problèmes, immenses et difficiles, se poseraient à n'importe quel gouvernement et je le dis très franchement, à vous tous qui m'écoutez, comme à l'ensemble du pays. Mais l'Europe n'attendra pas toujours et, si aucune décision de principe n'est prise pour le pays, si aucune déclaration solennelle d'intentions n'est faite maintenant, il sera peut-être trop tard, le jour où la Communauté sera parvenue à son stade de développement définitif, pour qu'un gouvernement britannique quelconque puisse prendre cette initiative. C'est pourquoi je suis convaincu que le gouvernement britannique est arrivé à un moment crucial en ce qui concerne l'Europe.

[...]